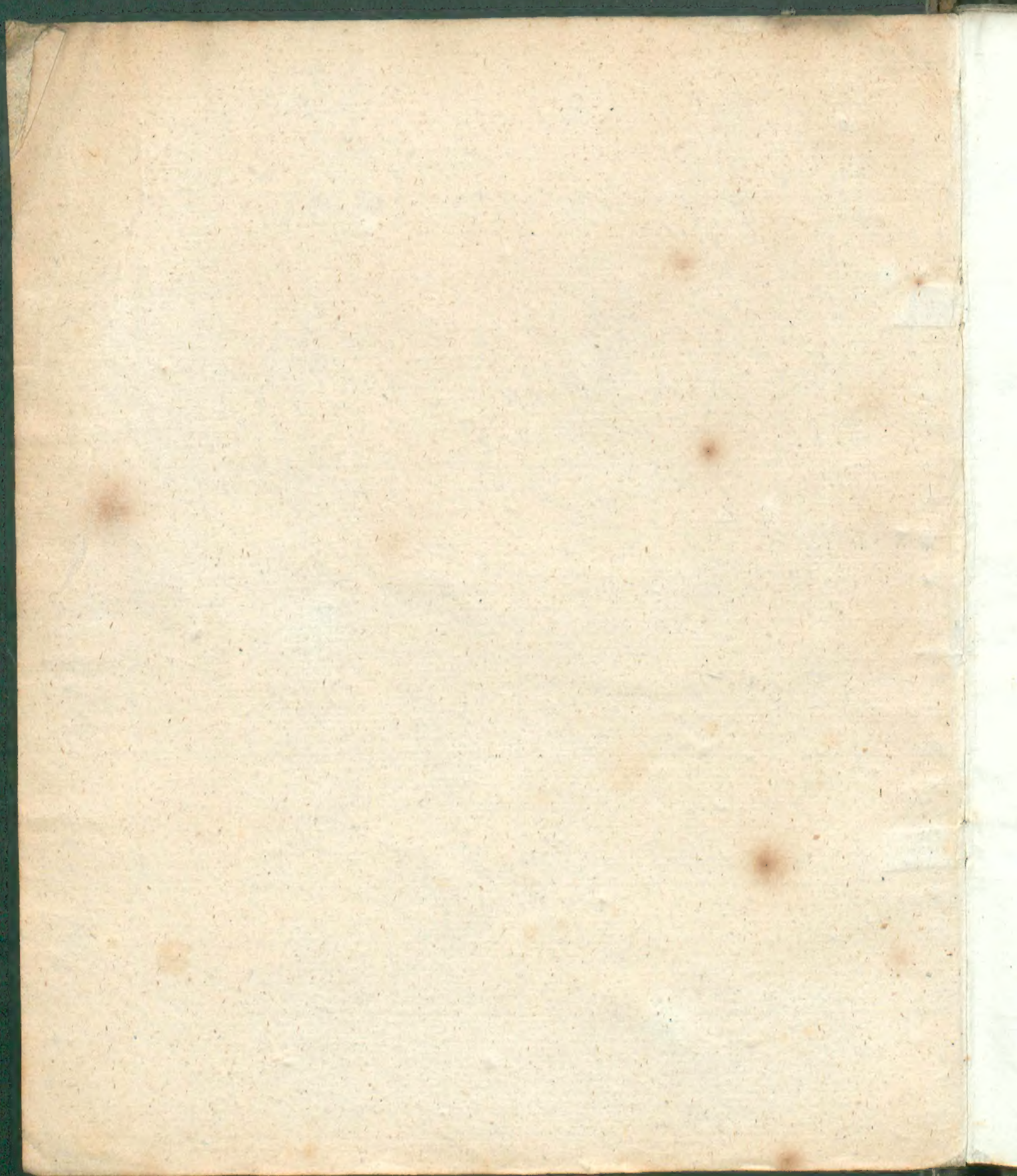


Ms. gall.

Quart. 29



Memorie

et un catalogue pour le livre assemble
à l'Academie

pour le livre de la paix

le 10. d'Empire, Genes

la R. Academie de la langue

le 10. d'Empire, Genes
le 10. d'Empire, Genes

le 10. d'Empire, Genes
le 10. d'Empire, Genes

1795

18th Nov 1841

My dear Mr. Brown

I have just received your letter of the 10th inst.

and am glad to hear from you.

I am well and hope this finds you the same.

I have not time to write you more at present.

I am, Sir, your obedient servant

Memoire

adressé

à l'auguste Congrès, qui se trouve assemblé
à Rastadt

pour conclure la paix

entre

le St Empire Germanique

et

la République Française

par

les President de la Cour de Justice provinciale et Conseil
provincial des Duchés de Calenberg et Goettingue

Frederic Louis de Perlepscht
à Hanovre.

1798.



I.

Les provinces de l'Empire Germanique, qui composent l'Electorat d'Hannovre, ont une représentation nationale, des États. Ceux-ci ont le droit constitutionnel, de concourir à l'exercice de la souveraineté territoriale. Le mode de sa limitation consiste dans trois points essentiels, savoir :

1^{mo} : que la liberté du peuple, soit religieuse, et des cultes, soit personnelle, politique et civile ne peut être gênée d'aucune manière.

2^{do} : que nul impôt ne peut être imposé et

3^{tio} : que le peuple ne peut être engagé dans une alliance, ou guerre particulière de son Prince, sans le consentement exprès et formel des États d'Hannovre.

II

Cette constitution, fondée dans un acte solennel entre le Prince et la nation, a démontré une utilité décidée pendant la grande révolution des dogmes religieux, qui occasionna en Allemagne une guerre d'opinions pendant 30 ans, et qui se termina

na par la paix de Westphalie.

C'est dans cette guerre civile Allemande, que le Duc de Celenberg et Goettingue, Frederic Ulric, conclut sans le consentement de ses États, un traité d'alliance avec le Roi de Danemark en 1626.

III.

Ce traité fut désapprouvé formellement par la représentation nationale. Le seul moyen, qui sauva efficacement les provinces de Celenberg et Goettingue, et en même tems leur auguste Chef, de toutes les calamités, qui auroient indubitablement résultées de l'alliance du Duc de Celenberg avec sa Majesté Danoise.

Les pièces, qui prouvent ce fait diplomatiquement, sont 1.^o un memoire des États de Celenberg par lequel ils désapprouvèrent le traité, conclu sans leur aveu, et 2.^o une acte de sécurité, expédié par le General Autrichien Sillery à la représentation nationale. Elles se trouvent dans les papiers publics de ce tems.*

* Londres Actes publics Tom. 3. me p. 988 et Tom. 3. p. 8.

IV.

Il est constaté de même, que la paix de Westphalie n'a changée en nulle façon le système du gouvernement intérieur des différens territoires, qui composent le corps Germanique, et son union **).

Cette vérité a été reconnue formellement par les Princes de Brunswick à la diète de l'Empire en 1667. Cette diète est très remarquable dans le droit public d'Allemagne, puisqu'une partie des Princes Allemands étoient intentionnés de mal interpréter la paix de Westphalie, et d'opprimer par là leurs sujets.

Mais Sa Majesté Impériale refusa son consentement à un système, qui auroit bientôt replongé l'Allemagne dans l'état d'anarchie, dont elle ne faisoit que sortir.

Il mérite d'être observé, que ce furent particulièrement les Ducs de Brunswick, qui s'opposèrent de concert avec leur auguste Chef, l'Empereur, à l'infraction du traité d'Osnabruck. Ils alléguèrent pour cet effet: que tous les Princes d'Alle-

magne

**) Paix d'Osnabruck Art V § 23. Art VII § I. Art X § 16.

inagne n'étoient point du même pouvoir, et qu'il y en avoit beaucoup, dont la souveraineté étoit limitée par des pactes, conclus avec la représentation nationale et territoriale. Ces pactes avoient été payés assés-
rement des sujets, et on ne pouvoit pas violer les droits qui en résultoient, sans enfreindre en même tems la paix de Westphalie. *)

V.

La constitution du pais d'Hannovre ne fut donc pas changée par le traité de cette paix. Elle n'en fut que plus affermie, et chaque Prince l'a confirmée solennellement, en prenant les rênes du gouvernement.

Dès que le peuple lui prête le serment de fidélité, il est obligé de signer deux actes de constitution affermentés, dont l'un a rapport à la religion, et l'autre à l'état politique, et civil du pais.

VI.

La représentation nationale Hannovrienne n'a donc pas eu besoin de stipuler à l'avènement de la maison de Brunswick Lünebourg au trône d'Angleterre.

*) Strube (publiciste célèbre d'Hannovre) dans ses observations de droit et d'histoire Germanique. Observat. IV. § 8. p 183.

ce que le Parlement Britannique trouva nécessaire d'insérer dans l'acte, par lequel le peuple Anglois confia le gouvernement de la grande Bretagne à l'Electeur d'Hanovre et à sa postérité, savoir: de ne point engager la grande Bretagne dans des guerres pour la défense des dominations et territoires, non appartenans à la Couronne Angloise, sans le consentement du Parlement Britannique *)

VII.

Son Altesse Serénissime Monseigneur l'Electeur d'Hanovre régnant a reconnu, comme tous ses prédécesseurs au gouvernement d'Hanovre l'ont fait, la constitution des provinces Hanovriennes, et en même tems le cas de reciprocité, qui consiste dans la promesse très naturelle, de ne point engager les provinces allemandes dans une guerre pour l'intérêt de la grande Bretagne, sans le consentement des Etats d'Hanovre. Il y a ajouté le 19 Avril 1763 un acte solennel et imprimé, par lequel il déclare toutes les infractions, qui s'étoient faites à la constitution

on

*) de Martens Recueil des principales lois fondamentales des Souverainetés Européennes. Tom. I. pag 870.

on de l'Electoral pendant la guerre de 1756-1762, nulles et non obligatoires.

VIII.

La représentation nationale Hannoverienne a très ju-
ment entrevu, que la combinaison personnelle de l'E-
lecteur d'Hannovre avec le Roi de la grande Bretagne
saigeoit absolument un contrepoids pour la sûreté
du peuple Hannoverien. Elle ne s'est donc ja-
mais abdiquée, surtout dans la position, dans la
quelle elle se trouve, et qui ne peut être comparée
à aucune autre d'une province d'Allemagne, de
droits constitutionnels, inaliénables et imprescripti-
bles de la patrie. Elle les a plutôt réclamés très
ferme, comme la suite de ce mémoire le de-
montrera clairement, dès que Son Altesse Sérénissi-
me, Monsieur l'Electeur d'Hannovre a pris
comme puissance, une part particulière et spé-
cielle à la grande coalition contre la Républi-
que Française.

La Régence d'Hannovre a été si peu en état
de répondre à l'exposé diplomatique, que les
Etats

Etats de Calenberg et Goellingue lui ont présenté pour cet effet le 10. Mars 1795, *) qu'elle a été forcée elle même de reconnoître dans la suite: que nul arrangement de défense et de guerre particulière et territoriale ne pourroit être conclu valablement, que d'après le consentement expresse et formel des Etats d'Hanovre.

IX.

La politique la plus simple exige impérieusement, que cette constitution soit d'une efficacité réelle, aussi long temps, que la combinaison personnelle entre le Roi de la grande Bretagne et l'Electeur d'Hanovre subsistera.

La position géographique des dominations de Son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Electeur d'Hanovre, qui forment un pays, assez long et étreci, dans lequel se trouvent les embouchures importantes de l'Elbe et du Weser, fournit un argument sans réplique. Argument, qui est d'autant plus fort, l'expérience étant en parfait rapport

*) Harbsten Archive d'Etat d'Allemagne. 1^o V pag. 39-68.

rapport avec un raisonnement politique, fondé sur la base physique, et par conséquent immuable, que je viens de nommer.

C'est l'Angleterre, qui peut susciter, ou prolonger, devant le système des guerres continentales, qu'elle a adopté depuis longtemps avec un succès marqué, le plus facilement une guerre en Allemagne, par les relations dans lesquelles le chef de deux gouvernemens se trouve confondu individuellement; une guerre, dont toutes les dominations des États limitrophes du pays d'Allemagne doivent se ressentir, sans y avoir pris part, et sans le vouloir; une guerre, qui peut mettre toute l'Allemagne en combustion, vu qu'il n'y a rien de plus facile, que de faire debarquer une armée Angloise dans les points d'abordage, qui se trouvent sur l'Elbe et le Weser, et d'empêcher et d'entraver tout le negoce et commerce du nord de l'Allemagne.

C'est l'Angleterre, qui trouve des endroits d'embarquemens dans le territoire Allemand du Roi
de la

de la grande Bretagne, pour prolonger une guerre civile en France, pour faire manquer une descente en Angleterre par des troupes Hannoveriennes, qui prendront à revers le débarquement d'autres puissances, pour envier des troupes Electorales aux Indes, à Gibraltar, à Malton et où il plaira à Sa Majesté Britannique-Hannoverienne.

C'est donc le Roi de la grande Bretagne, qui peut faire sentir le fleau et le fardeau d'une guerre à son Electorat d'Hannovre, d'une façon différente, et l'exposer à tous les dangers, qui résultent d'une combinaison, assez désavantageuse pour un pays, dont le Prince Anglois est toujours absent.

Cette absence perpétuelle est d'autant plus nuisible à l'Electorat d'Hannovre, puisqu'il ne dépend, que de l'Electeur, de tirer des sommes considérables de l'Electorat d'Hannovre, pour satisfaire aux vues politiques du gouvernement Britannique, et de son système parlementaire actuel.

X.

La guerre des dogmes politiques, qui va finir pour le bien de l'humanité, a prouvé au clair, que c'est que l'intérêt de la grande Bretagne, qui guide Son Altesse Electorale d'Hannovre. La représentation nationale doit donc, à plus forte raison, maintenir une constitution, calculée sur un intérêt propre, inséparable de celui de l'union Germanique. Il est par conséquent du devoir des représentans de la Nation Hannoverienne de s'acquiescer leurs engagements sacrés envers la patrie; les ministres d'Hannovre n'étant que l'organe de la volonté d'un Prince Anglois, et non pas du vœu national.

L'histoire d'une guerre, qui fait, et fera l'étonnement du monde, prouve, que Monseigneur l'Electeur d'Hannovre ne s'y engagea pas, avant que l'Angleterre n'eût pris une part décidée à la grande coalition contre la République Française. Mais dès que le Roi Britannique avoit déclaré la guerre à la France, Sa Majesté George III conclut, sans

sans le consentement des États d'Hannovre, le 4
 Mars 1793, avec lui même, un traité offensif, par lequel
 il a fourni un corps de troupes Hannovriennes, tant
 d'infanterie, que de cavallerie, avec tous les besoins
 de campagne, et d'artillerie, de 16000 hommes à l'An-
 gleterre, sans prendre des subsides de la nation An-
gloise. *) La Régence d'Hannovre fit pour cet
 effet 7000 recrues par force, quoique tout enrolle-
 ment doit être volontaire; la constitution Hannovre-
 enne ne connaissant aucun système de conscription
 militaire, et aucun enrôlement forcé. Ce corps
 d'armée a servi, comme il est notoire, en France en
 1793, au siège de Valenciennes.

XI.

Le soussigné fut chargé d'être le rapporteur à l'Assem-
 blée des États d'Hannovre, dans l'affaire importan-
 te, que ce traité offensif et cet enrôlement forcé four-
 nisoit à la sollicitude de la représentation natio-
 nale. Il s'en acquitta avec tout le zèle, que le bien
 de la patrie demandoit, et avec toute la fermeté cou-
 rageuse,

*) de Martens Recueil des principaux Traités &c. Tom. V. pag. 99

l'agence, qui courut à un représentant du pair d'Han-
ovre.

XII.

Il lui fut très facile de démontrer :

- 1) Que la conduite politique de Son Altesse Sérénissime
Monsieur l'Electeur étoit une grave infraction de
la constitution Hanovrienne,
- 2) Que le traité que l'Electeur d'Hanovre avoit
conclu avec le Roi de la grande Bretagne, étoit, d'
après des meilleurs publicistes *, une déclaration
ouverte de guerre particulière de l'Electeur d'Han-
ovre à la France, puisqu'il étoit postérieur à la
déclaration de guerre entre l'Angleterre et la
France.
- 3) Que Monsieur l'Electeur d'Hanovre, con-
sidéré comme puissance particulière étoit donc
partie belligérante contre la France, et qu'il n'é-
toit pas en droit, de réclamer une neutralité
pour ses domaines.

* Mably Droit public de l'Europe Tom I, p. 166
Patet Droit des gens de livre 3. Ch. 6. § 109.
de Martens Précis du droit de gens moderne de l'Europe, Tom I
liv. 8. Ch. V. § 263.

4.) Que la part inconstitutionnelle et agressive, que l'Électeur d'Hanovre avoit pris à la guerre de l'Angleterre contre la France, étoit très dangereuse pour la nation Hanovrienne, et ses propriétés.

5.) Que celle-ci n'y étoit cependant point immiscée, puisque le traité d'alliance offensif du 16 Mars 1793, étoit fait sans le consentement de la représentation nationale.

6.) Que la part, qu'un territoire allemand devoit prendre à une guerre de l'Empire Germanique, avec la France, en fournissant son contingent constitutionnel, ne le constituait pas partie belligérante particulière envers l'ennemi de l'union d'Allemagne collective. Que la France avoit reconnu elle-même la vérité de ce principe politique par rapport à l'Électeurat d'Hanovre dans le troisième article séparé du traité d'alliance de Herrenbouse, conclu en 1725 entre la France, l'Angleterre et la Prusse.

**) Roussset Recueil historique Tom. 2. p. 192.

7.) Qu'il étoit donc du devoir des États d'Hannovre de fournir sans délai tout ce qui leur étoit imposé par l'union Germanique;

8.) Mais qu'ils étoient obligés en conscience, de se borner à l'accomplissement de ce devoir, et de ne prendre aucune part, ni directe, ni indirecte à la guerre particulière et agressive, dans laquelle Son Altesse Electorale d'Hannovre s'étoit engagé pour sa personne et ses domaines, avec la France, afin de pouvoir réclamer une stricte neutralité pour la Nation Hanovrienne et ses propriétés.

9.) Que les États d'Hannovre étoient même fondés non seulement de désapprouver toutes les mesures belliqueuses et agressives, prises de la part de Monseigneur l'Electeur, mais aussi, de faire valoir le système d'une stricte neutralité pour la Nation et ses propriétés.

10.) Que l'Assemblée des États seroit donc obligée de faire les représentations les plus pressantes à leur Souverain, d'exiger de lui, de retirer toutes les troupes, mises à la solde

à la seule Angloise, et de déclarer la neutralité de la Nation Hannoverienne à la Nation Française, et en cas de refus d'employer les voies légales, qui étoient prescrites par la constitution de l'Empire Germanique, et que l'histoire du païs de Catenberg fourniroit dans un cas pareil (III).

XIII.

Le principe est très-fondé dans le droit des gens moderne de l'Europe. Il faut distinguer, pour le bien apprécier, ce qu'un Prince Allemand est obligé de fournir par l'union Germanique - alliance antérieure et défensive à toute guerre, de ce qu'il fournit de pure volonté dans une guerre qu'une puissance étrangère a avec l'ennemi commun. Le contingent est l'accomplissement nécessaire pour la défense. Le surplus, fourni à une puissance aggresseuse, p. e. à l'Angleterre, démontre la volonté d'un Prince Allemand à prendre part à la guerre, comme puissance particulière. Car il est connu, que les Princes d'Allemagne veulent être envisagés dans le système de l'Europe sous deux points de vue différens, savoir comme membre de l'union Germanique, et comme puissance particulière.

XIII.

Les Etats de Catenberg et Goettingue firent le 8 Mai et le 8 d'Oct 1793 des représentations, quoique très modérées, à la Regence d'Hannovre. Mais ces réclamations neurent aucun succès. Son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Electeur d'Hannovre conclut, non obstant des représentations de la Nation, un second traité d'alliance offensive avec lui même, contre la République française le 7 Janvier 1794. par lequel il fournit le second lieu 5299 hommes de trouppes Hanovriennes pour le service de l'Angleterre, sans demander des subsides à la nation Angloise.

Monseigneur l'Electeur d'Hannovre fit de aux dépens du pais d'Hannovre, un présent de plus de vingt mille soldats, milice Hanovriens, au Roi de la grande Bretagne, sans consulter les intérêts de son Electorat.

XIV.

La représentation nationale Hanovrienne reclama contre ce nouvel attentat à la constitution,

* de Martens Recueil des principaux traites Tom. V.
pag. 1068/107.

lution, et expédia pour cet effet un mémoire, adressé
à Londres, à Monseigneur l'Electeur lui même.
Mais cette démarche eut si peu d'effet, que Son Al-
tesse Electorale d'Hannovre déclara le 14 Fevrier
1794, que l'intérêt politique et de l'état du pais
d'Hannovre étoit un objet, dans lequel les Etats ne
pourroient se mêler. Que celui-ci ne dependoit que de
lui; de façon, que la Représentation nationale n'a-
voit aucun droit de concourir à l'exercice du droit
d'armement, de guerre et d'alliance. Le Souverain
exposa, non obstant cette assercion singulière, et
tout à fait inconstitutionnelle, de nouveau dans
l'Assemblée des Etats le 5 d'Aout 1794 le systé-
me d'une stricte neutralité armée, pour la nation
Hannovrienne et ses propriétés. Il continua
de prononcer cette opinion politique et con-
stitutionnelle le 20 Novembre 1794, tout à fait con-
forme à celle qu'il avoit déjà énoncée antérieu-
rement sur cet objet à la même assemblée.

XV.

Il fut engagé à faire cette démarche par
Monseigneur.

Monsieur l'Electeur d'Hannover lui même.

Celui-ci ayant commis l'infraction la plus grave à la constitution Hannoverrienne par l'incorporation de la force armée nationale de 5000 hommes, dans le peu de troupes de ligne, qui étoient encore dans l'Electorat. Cette incorporation forcée se fit de même sans le consentement des Etats. L'exécution de ce plan étoit d'un danger prononcé, et urgent, tant pour le présent, que pour l'avenir.

Pour le présent, puisqu'elle pouvoit faire envisager la nation Hannoverrienne, comme partie belligérante contre la République Française, et puisqu'elle predoit par le silence de ses représentants et par le consentement tacite, qu'en en naîtroit pu inférer, tous les avantages d'une neutralité territoriale.

Pour l'avenir, ce plan ayant l'étendue, comme la suite l'a démontré clairement, d'être
jetter

12

jettir le peuple à une conscription militaire, ou de
hausser considérablement les impôts, pour avoir,
à peu de frais, une force imposante d'infanterie
sur pied, qui fût mobile à chaque instant *

La suite naturelle de ce plan est:
que l'Angleterre aurait toujours un corps de
20 mille hommes à sa disposition, et à très peu
de frais, la nation Anglaise ne payant point
de subsidier à Son Altesse Sérénissime l'Electeur
d'Hannovre pour des troupes Hannovriennes,
qui ne dépendroient que de la volonté du Roi
d'Angleterre, travestie en celle del'Electeur d'
Hannovre, quoique l'Electorat fournirait, et
les forces physiques, et pecuniaires pour l'en-
tretien de cette force armée.

* L'Electeur d'Hannovre a proposé cet arrangement le
2. Decembre 1796 aux Etats du pais d'Hannovre. Un plan
par lequel il veut avoir 20 mille hommes sur pied, pour
le service de la grande Bretagne. Mais ce plan
a été rejeté, et c'est le sousigné, qui croit avoir le
plus grand mérite, d'avoir fait échouer une mesure,
si pernicieuse pour le pais d'Hannovre, quoique fort
avantageuse pour la grande Bretagne.

XVI.

C'est dans ces circonstances dangereuses et urgentes, que le soussigné conseilla et opina à l'Assemblée des États d'Hannovre le 6. 7. 8. 9. Janvier 1793, d'user de toute leur énergie morale. Par conséquent :

1^{mo} d'entamer sans délai un procès avec l'Électeur d'Hannovre à la Chambre Impériale de Wetzlar, qui auroit pour but, de maintenir la constitution de l'Electeurat dans toute son étendue, et de forcer par là Son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Électeur d'Hannovre, de retirer toutes les troupes Hannovriennes du service Anglois, en adoptant le système d'une stricte neutralité territoriale armée et

2^{do} d'exposer à la nation Française la conduite neutrale, que les États d'Hannovre auroient tenu dans la présente guerre. Exiger en conséquence de l'Électeur d'Hannovre de faire une déclaration de neutralité pour le pair d'Hannovre, à la Nation Française ; déclaration, qu'on lui demanderoit préalablement

merit

ment, comme l'accomplissement d'un devoir, dont il avoit à s'acquitter envers ses sujets Allemands, et d'employer, en cas de refus, environ le même moyen, que la Représentation nationale avoit adopté en 1626. par rapport à l'alliance Dennoise avec le plus grand succès. L'opinant remit cependant la façon d'effectuer cette proposition, tant au mode, qu'à l'instant le plus favorable, d'en user, à la sagesse et à la prudence des membres de la représentation nationale.

XVII.

L'Assemblée des États d'Hannovre se borna: imo à une représentation vigoureuse, adressée le 10 Mars 1795. à la Régence d'Hannovre, par laquelle elle exposa:

- a) les droits, que la constitution garantissoit à la Nation,
- b) les infractions, que l'Electeur avoit commis contre cette constitution et
- c) la conduite neutrale des États de Calenberg, qu'ils

qu'ils avoient tenu pendant cette guerre, et
2^{do} à adjourner pour le moment la proposition,
que le soussigné avoit fait par rapport à la Déclara-
tion de neutralité.

L'Assemblée nationale vota d'ailleurs, l'ent expro-
sément, que tacitement, que l'opposant avoit bien
mérité de la patrie, et fit mention honorable dans
le protocole de la séance des États Mannorrien-
nes de l'un 1795 du zèle, qu'il avoit démonstré,
pour sauver la patrie, sa constitution et par
conséquent son auguste Chef.

XVIII.

Dès que la paix de Bâle fut conclue entre Sa Ma-
jesté Prussienne, et la République Française -
(un traité de paix, dont la base est la même, que
le soussigné avoit conseillé dès le commence-
ment de la guerre, entre la France et la gran-
de Coalition, si on en excepte les devoirs pré-
scrits par l'Union Germanique, dont l'accom-
plissement punctuel a été toujours un
point

point essentiel de ses opinions politiques, il ne tarda pas de proposer à l'Assemblée des États d'Hannovre, d'engager Monseigneur l'Électeur, à accéder en forme et réellement à la convention accessoire du traité de Bale; la déclaration Hannovrienne, faite au cabinet de Berlin: de vouloir acquiescer à ce traité étant une forme tout à fait nouvelle dans le Code du Droit de Gens de l'Europe, et qui n'offroit rien moins qu'une sûreté prononcée pour le pais d'Hannovre. Car cette accession expresse et réelle étoit, selon son avis le seul moyen efficace, qui pourroit détacher Monseigneur l'Électeur d'Hannovre de l'intérêt Anglois, et le ramener au vrai intérêt de son Électorat.

XIX

Il insista à d'autant plus fortes raisons d'adopter cette conduite politique, vu que les démarches du Gouvernement Anglo-Hannovrien étoient tout à fait contraires et contradictoires à la dite déclaration. Car le ratification des émigrés François, armés dans le pais d'Hannovre
et

et leur embarquement dans les ports de l'Électorat
d'Hannovre, sous leur Chef Sombreuil, qui se fit,
comme il est notoire, sur l'Elbe, en été de 1793
pour prolonger la guerre civile et sanglante en
France, contrastoit très singulièrement avec la
neutralité, que l'Électeur d'Hannovre disoit
observer, en conséquence de la paix de Bâle
et de sa convention additionnelle.

XX.

Les États d'Hannovre crurent, que cette conduite
étoit si peu compatible avec une stricte neutrali-
té, qu'elle constituoit plutôt une alliance directe
entre l'Électeur Anglo-Hannoverien et la Vendée
et les Chouans. Que Son Altesse Sérénissime
Monsieur l'Électeur étoit par conséquent
l'ennemi le plus déclaré de la République, non-
obstant la déclaration, de vouloir acquiescer à la
convention additionnelle de la paix de Bâle.

Déclaration, qui étoit absolument contradicto-
re avec ce, qui se faisoit.

On.

On avoit donc à plus fortes raisons à craindre, que la République Française n'acquiescerait point à l'acquiescence Hannoevrienne, d'autant plus qu'une acquiescence ne doit absolument rien.

XXI.

Le Soussigné, vivement allarmé pour la conservation de sa patrie et de Son Altesse Electorale d'Hannovre même, eut, après que beaucoup de représentations modérées avoient produit si peu d'effet, que le Gouvernement Hannoevrien ne devoit sciemment pas, d'y répondre, la grande satisfaction de déterminer les États d'Hannovre à adopter des mesures rigoureuses. Il engagea enfin au mois de Septembre et Octobre 1795 (le danger d'une invasion des troupes de la République Française devenant de jour en jour plus fort) la représentation nationale à demander de droit de Monseigneur l'Electeur.

1.) de dissoudre sur le champs l'Armée Anglo-Hannoevrienne, qui étoit assemblée en Westphalie,

2.)

2.) de rappeler tout de suite les troupes Han-
noveriennes de la solde Angloise, et de les faire ren-
trer dans leurs garnisons et cantonnemens de
paix; par consequent de declarer nuls, et non ave-
nus les traités d'alliance, conclus avec la gran-
de Bretagne le 4 Mars 1793 et le 7 Janvier 1794.

3.) d'evacuer la ville libre Imperiale de Bre-
me des troupes Hannoveriennes, qui s'y trou-
voient alors;

4.) d'expulser sans delay du territoire Han-
noverien tous les corps d'émigrés Français et
Hollandois, qui étoient à la solde Angloise, et

5.) de ne point prolonger la convention con-
clue avec la maison d'Autriche par rapport
au contingent Hannoverien, la convention ad-
ditionnelle du traité de Bâle exigeant expres-
sément, de ne plus fournir un contingent à
l'armée de l'Empire, et la constitution Germa-
nique permettant, de retirer pour un certain
tems le contingent, dès que la propre sûreté d'un
territoire de l'union d'Allemagne l'exigeoit impérieu-
ment.

ment.

XXII.

Cette demande catégorique des États d'Hannovre se termina avec la déclaration expresse:

que, si, contre toute attente; Son Altesse Sérénissime, Monseigneur l'Electeur d'Hannovre ne satisferoit punctuellement, et sans delay à ces cinq points, précisément conformes à une stricte neutralité, les États d'Hannovre ne pourroient point se dispenser de faire valoir leur constitution, d'une façon, qui repondroit aux pactes entre le Monarque limité et la Nation, à l'histoire de la patrie dans un cas semblable à celui, qui existoit actuellement, et aux devoirs sacrés, qu'ils avoient contractés envers le pais et leurs concitoyens.

XXIII.

L'auguste Chef de la Nation Hannovrienne ne repondit que par le fait à ce memoire. Tout ce que les États d'Hannovre avoient demandé, fut punctuellement effectué dans le commencement

ment du mois de Décembre 1795, et la patrie fut sa-
vée :

XXIV.

Oui, elle le fut pour la seconde fois dans le mois de
May 1796, par le zèle actif du Souverain.

C'est lui, sans être presomptueux, qui, suivant
un système politique consistant, savoir celui
d'une stricte neutralité territoriale, bien armée,
a eu une part très réelle à l'état de repos, dont
le Nord de l'Allemagne a joui jusqu'ici. Le ca-
binet de Berlin et Mr. le Ministre plenipoten-
tiaire Prussien de Dohn n'hésiteront pas d'at-
tester la vérité de ce fait, qui leur est exactement
connu, que le public de toute l'Allemagne ignore
pas,*) et qui prouve clairement, que la Régence d'
Hanovre, imbu par nécessité du système Anglois,
et hésitant par cette raison, de faire son devoir,
a été forcée, de reconnoître dans le moment cri-
tique, où elle se trouvoit alors, la constitution
des Etats du pais d'Hanovre, et de suivre
les

* Machartin (très célèbre publiciste) exposé par rapport à la
constitution de Mr. de Berlepsch p. 93.

16
les sages mesures, dictées catégoriquement par
l'énergie de la représentation nationale.

XXV

Malgré la suite de toutes les preuves, non équivoques
que le Souverain croit avoir donné pour le vrai in-
térêt de sa patrie et de son Prince, fut, (après quel-
ques préambules inconstitutionnels, dans lesquels
les États de Calenberg et Goettingue s'acquittèrent
cependant de leurs devoirs envers la patrie
et son défendeur, d'une façon, qui a trouvé le
juste suffrage du public éclairé**) la destitu-
tion ignominieuse de toutes ses charges, sa-
voir de Président de la Cour de Justice Provin-
ciale, et de Conseiller Provincial des États d'
Hanovre, ***) par ordre de Cabinet; donc
par

**) Stachertlin, Archive d'Etat d'Allemagne. N° V p. 79-89.

***) Le Fonctionnaire de ces deux charges, inamovibles par voie de
fait et sans procédure judiciaire en forme n'est pas payé du Prince,
mais il reçoit ses appointements des deniers du trésor national. Un
Conseiller Provincial est Représentant du Peuple, et en même temps
Trésorier des deniers publics et député à la Diète nationale;
pour expédier les résolutions, prises de la Diète annuelle des
États en corps. Il y en a trois, qui sont élus de la Noblesse, et un du Cler-
gé à terme de leur vie, pour vaquer aux intérêts de tous les habitants
du pair de Calenberg et Goettingue, et pour administrer les impôts.
Les Conseillers Provinciaux sont les premiers opinans à la Diète Provinciale.

par voie de fait et sans observer aucune forme judiciaire, puis que les opinions politiques, suivant lesquelles il avoit voté dans l'Assemblée des États, avoient déplu souverainement à Sa Majesté Britannique. *) On lui annonça pour cet effet sa destitution dans le moment, dans lequel la Régence d'Hannovre crut n'avoir plus rien à craindre pour la durée de son existence politique, dans lequel le soussigné s'étoit brouillé avec le premier Secrétaire d'Etat d'Hannovre par rapport à une affaire de service, et dans lequel il souffroit d'un accident, qui lui a coûté la vue d'un oeil.

XXVI.

Il ne peut tarder, de mettre sous les yeux du public sa conduite politique. Le célèbre publiciste Mr. le Professeur Haebertin, au service de S. A. S. Monseigneur le Duc de Brunswick Wolfenbüttel, a eu la bonté, d'être son défenseur officiel, et le mémoire justificatif, qui a paru pour cet.

* Haebertin, Archive d'Etat d'Allemagne Nr. IV. p. 452.

28
cet effet, a reçu les justes suffrages du public dans une cause, si bonne, et défendue par un savant du premier ordre, qu'on peut nommer à juste titre un Ersthine Allemand. Le sousigné a aussi continué à fonctionner, comme Conseiller Provincial, plus de 9 mois après sa destitution du moins avec le consentement tacite de la Régence Hannoverrienne.

XXVII.

Il ne fut aussi, qu'après le Gouvernement Hannoverrien a usé des moyens les plus reprobables, pour engager les Etats d'Hannovre à se ranger de son côté, qu'une fois discante Majorité de la Noblesse de Calenberg a résolu le 6 Mars 1797, d'acquiescer à la volonté du Prince. Elle a pour cet effet expédié une déclaration, qui, selon l'aveu de tout le public d'Allemagne, la couvre d'opprobre, qui est tout à fait contradictoire à ses déclarations antérieures

zures, qui se contredit elle même, puisqu'elle est
remplie de faussetés et de sophismes, et dont l'effet
inmenquable est, de changer tout d'un coup
la constitution de l'Electorat d'Hannovre, dans
la seule et unique intention; de faire complimen
à la Regence d'Hannovre, et de jécorder en même
temps une affaire de famille, en faisant entrer M.
de Bremer dans les Charges du Soussigné. Celui là
qui a été revêtu anterieurement de la place d'
Assesseur à la chambre Imperiale de Wetzelar la
a brigues, avant qu'elles furent appertes, et a
voté, avec tout son parentage, assés indeli
catement pour la destitution de son prédé
cesseur, afin d'être son successeur.

XXVIII.

Le Soussigné a donc été forcé (les représentations
les plus moderées et abutissantes à faire ju
ger son affaire en justice aiant été absolument
destituées d'effet) à porter plainte à la Cham
bre Imperiale de Justice à Wetzelar contre

Sa

71 12

Sa Majesté, le Roi de la grande Bretagne et
Son Altesse Sérénissime Monseigneur l'Electeur
d'Hannovre, et contre une faction, qui s'est
manipulée à prononcer sa volonté, comme celle
des Elects de Calenberg.

XXIX.

Après beaucoup de délais, qui ont été occasion-
nés par son Altesse Sérénissime Monseigneur
l'Electeur d'Hannovre, vu qu'il a allégué un
certain privilège d'Electio[n] des Tribunaux de
l'Empire, quoique non applicable dans le cas
présent, la Chambre Imperiale de Justice à
Wetzlar a prononcé le 20 Juin 1797 en faveur
du soussigné. *) Un jugement auquel tout le
public d'Allemagne a applaudi générale-
ment, et qui prouve l'excellence de la vraie
constitution Germanique, et de l'auguste
Cour de Justice Imperiale, résidante à Wetzlar.

XXX.

La Régence d'Hannovre, entrée de la justice, que

cc

*) Sacbstein Archiv d'Etat d'Allemagne. N° IX. p. 106-108.

ce tribunal de l'Empire a administré au souverain
et eu recours à un subterfuge, assez connu en Alle-
magne, dès qu'une décision en justice ne plaie
pas à un Prince de l'union Germanique.

Elle a été disobéissante au décret de son juge
et s'est adressé avec un mémoire à la Diète
de Ratisbonne le 28 d'Aout 1797.

XXXI

Elle prétend dans cet exposé d'avoir un privilège
qu'elle interprète de la façon, la plus inouïe à
la Constitution Germanique, savoir d'être exem-
te de toute justice des tribunaux de l'Empire
du moins pendant deux mois. Elle réclame
pour cet effet dans un mémoire imprimé,
qu'elle a présenté en justice à l'Electeur, et
en second lieu à la Diète de Ratisbonne,
la garantie de la paix de Westphalie, et
de ses augustes garans: la Suède et la France.

* Observations rhapsodiques concernant l'Élection
libre des Tribunaux de l'Empire, qui appartient à la
maison de Brunswick. § 40. pag. 57.

Elle espere de reculer par ce subterfuge l'exécution
de la Sentence.

XXXII.

Le memoire vient d'être refuté à fond dans un
imprimé tres memorable, qui a le titre:

Examen du memoire présenté le 28 d'Aout 1797
à la Diète de l'Empire Germanique dans l'affaire
de Mr de Berlepsch;

et il n'est pas douteux, que cet imprimé sera suivi
de quelques observations memorables. Le Soussigné
attend aussi à chaque moment un decret ulté-
rieur de la Chambre Impériale à Vetzlar, qui
a été retardé jusqu'ici, à ce qu'on dit, par des
raisons d'une importance marquée, et fré-
quante.

XXXIII.

Quoique le soussigné est très décidé, de poursuivre
en justice, s'il le faut, la cause illustre, qu'il de-
fend avec toute l'énergie, qui convient à un
homme d'honneur, dont la vie est sans tache
et

et sans reproche, et qui croit s'être acquité
de ses devoirs envers sa patrie avec un zèle ma-
gifié, et avec tout le courage, qu'un Représentant
national doit avoir, en défendant une con-
stitution, d'autant plus raisonnable, que
le Prince d'Hannovre est confondu person-
nellement avec le Roi de la grande Bretagne,
il n'est cependant pas, d'attirer avec cette
démarche une conduite également consti-
tutionnelle. C'est de mettre sous les yeux de l'
illustre et auguste Congrès assemblé à Ra-
statt pour conclure la paix entre la Repu-
blique Française et le St Empire Allemand
une affaire, qui est indubitablement de son
ressort.

XXXIV.

La paix de Westphalie a garanti la Consti-
tution de l'Electorat d'Hannovre, qu'on veut
joindre en éloignant par voie de fait un
Représentant national, qui l'a défendu et
maintenu.

mainte et mainte occasion. Car c'est corrompre la justice subjectivement en éloignant les juges inamovibles par voie de fait, et sans forme judiciaire, et c'est enfreindre une constitution, en éloignant par voie de fait ceux qui la défendent, et en gênant par là la liberté des opinions, et la faculté de les énoncer librement à la Diète Provinciale. Mais il est prouvé (IX.X.) que c'est de la dernière importance, tant pour l'Electorat d'Hannovre, que pour les États limitrophes de ce pays, pour toute l'Allemagne, et même pour l'intérêt de la France (XIX) que la constitution territoriale de l'Electorat d'Hannovre (I), qu'en a cruellement violé pendant cette guerre, soit gardé tout à fait intacte.

La combinaison personnelle de l'Electeur d'Hannovre avec le Roi de la grande Bretagne traïge imperieusement. La présente

guerre

guerre a assez démontré cette vérité. Mais de même très clair, qu'un Privilège d'Electeur des tribunaux de l'Empire de la nature, comme on le veut interpréter à Hanovre est tout à fait contraire à la constitution de l'union Germanique, à la paix de Westphalie et à la garantie, que Monseigneur l'Electeur d'Hanovre vient de réclamer lui même publiquement. Réclamation, qui doit engager les augustes Sacrificateurs et garans de la paix de Westphalie à prendre pour des cas futurs connoissance plénière et spéciale de l'affaire du soussigné.

Il est enfin d'une évidence incoutestable, que le soussigné a été destitué de toutes ses charges à cause et en raison d'une opinion politique, qu'il a prononcée dans cette guerre à l'Assemblée Nationale Hanovrienne.

On

On n'ose cependant pas douter, en suivant l'analogie de la paix d'Osnaabruck Art 3 §. 1. et le principe stable et rempli d'honneur et de sagesse, que la République Française a adopté et suivi dans tous les traités de paix, qu'elle a conclus jusqu'ici, que chacun individu, qui a été poursuivi, et opprimé à cause d'opinions politiques dans cette guerre d'opinions et de dogmes politiques, sera compris dans l'amnistie générale et illimitée, qui aura lieu dans le traité de paix, qui va se conclure entre le St Empire Germanique, & la République Française.

XXXV.

A ces causes et raisons le soussigné ose présenter la très humble et très respectueuse pétition aux illustres et augustes Pacificateurs de Bresleadt:

1.) de confirmer, et de maintenir la constitution territoriale des Provinces, appartenantes

les à l'union Germanique, qui respectent Sa
Majesté Prussienne et l'Électorat
de Brunswick Lüneburg, comme leur auguste
monarque limité, dans son étendue plénia
d'insérer pour cet effet dans l'instrument
de paix, qui va se faire, un article exprès et
spécial, qui garantisse la nation Hanovrien
ne contre toute influence du gouvernement
de la grande Bretagne, et de prendre les
mesures les plus convenables, pour mettre
cet article de paix à une exécution indubita
ble, réelle et rigoureuse.

2.) d'exprimer en outre pour des cas futurs
dans le traité de paix à faire, que le privi
lege d'Élection des tribunaux de l'Empire, don
ter Princes régnans de Brunswick jouisse
ne les autorise pas, à s'eximer, pendant
deux mois, et avant que l'élection ait été
faite, de la juridiction des jugemens
des

des Tribunaux de l'Empire; mais que chaque Tribunal de Justice Imperiale ait le droit incontestable, de juger avec plein effet une plainte, qui est portée à sa décision, jusqu'à ce que l'Élection soit faite en forme de justice usitée, et dans le terme, que le Tribunal de l'Empire implore aura présent à un Prince de Brunswick, pour répondre à la plainte, qu'un plaideur a porté contre lui en justice. De même, que la décision du Tribunal de Justice Imperial, qui a été imploré, ait aussi long temps plein effet, jusqu'à ce que la Cour de Justice du St Empire qui a été élue, ait changé le décret du Collège de Justice Imperial non élu par la voie ordinaire de Barreau.

3.) d'arrêter qu'il y aura une amnistie générale et illimitée en Allemagne pour tous les individus, qui ont été poursuivis, ou constitués dans la présente guerre à cause
des

des opinions politiques, de façon qu'ils seront
restitués pleinement dans leurs biens et
charges d'Etats, et

A.) d'insérer spécialement dans le traité de
paix, qui se fera,

a.) que le soussigné jouira d'autant plus de cet
amnistie, ses opinions politiques ayant été
très constitutionnelles et tendantes au vrai
intérêt de sa patrie, et reconnues pour
telles par le jugement de la Cour Impériale
de Justice à Wetzlar et b.) qu'il doit être
indemnisé largement de tous les frais, don-
nages et incommodités, que sa destitution
a causé à lui et à sa famille.

A Rastadt ce 1^{er} Février 1798



ont
et

de

le ce

été

rai

ur

éria

être

don

l'itio

des opinions politiques de façon qu'ils en ont
réfuté les prétentions dans leurs livres et
discours et états, et

a) d'avoir également dans leur pays, par ce fait

a) que le sieur de Jussieu jouira d'une réputation
amplifiée. Les opinions politiques n'ont été
très constitutionnelles et benéfiques de orga
nisme de sa patrie, et reconnues pour
telles par le jugement de la Cour Suprême
de Justice à Vellelar et b) qu'il doit être
indépendant de l'organe de son pays, de
mages et incommodes ce qui fait de lui
à coup sûr un bon citoyen.

A. H. Schickel et 7. Février 1798



